11

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Distr.
RESTREINTE
SR/127
13 février 1950
ORIGINAL: FRANCAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CENT VINGT-SEPTIEME

SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 13 février 1950, à 10 h.30

Présents:

M. PALMER	(Etats-Unis)	Président
M. de BOISANGER	(France)	
M. YALCIN	(Turquie)	
M. de AZCARATE		Secrétaire principal

Procédure à suivre en vue de l'examen des propositions de l'Egypte concernant les réfugiés de la zone de Gaza.

Le PRESIDENT indique que la Commission est saisie d'un document de travail rédigé par le Secrétariat (W/37) relatif aux propositions du Gouvernement égyptien concernant le retour sur leurs terres de certains réfugiés dans la région de Gaza. Pour sa part, il n'a pas eu encore le temps de lire ce document.

M. de BOISANGER (France) déclare avoir pris connaissance de ce document. Il approuve entièrement, en principe, les propositions qui y sont contenues.

M. YALCIN (Turquie) estime que les propositions du Gouvernement égyptien paraissent tout à fait raisonnables.

Le PRESIDENT constate que la Commission approuve le renvoi des propositions dont il s'agit au Comité général.

M. de BOISANGER (France) est d'avis qu'il y aurait lieu de faire savoir à la délégation de l'Egypte que la Commission a transmis ses propositions au Comité général et qu'elle envisage, pour l'étude de cette question, la création d'un comité mixte. Il y aurait intérêt en effet à prévenir d'avance la délégation de la décision prise. C'est le Président du Comité général qui pourrait se charger de cette communication.

Il ajoute que cette démarche peut être accomplie avec d'autant moins d'hésitation que c'est du côté égyptien qu'elle semble devoir recueillir l'accueil le plus favorable.

La Commission approuve la suggestion de M. de Boisanger.

Le PRESIDENT déclare qu'il a rencontré dans la matinée M. Eban et M. Rafael. Il a insisté sur la gravité que présente le problème des réfugiés. Tous deux se sont montrés désireux de rechercher une solution du problème, et ont reconnu qu'il y avait lieu d'envisager, sur la question de la zone de Gaza, des négociations avec l'Egypte. Ils se sont étonnés qu'aucun des membres de la délégation égyptienne présents à Genève ne soit encore disposé à négocier directement sur cette question. Leur attitude traduisait des dispositions favorables.

Procédure à établir en vue de la préparation des comptes rendus analytiques des séances.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL déclare que pour tenir compte des observations que les membres de la Commission ont eu l'occasion de faire, il sera possible, à l'avenir, de donner des séances un compte rendu plus détaillé qui reproduira de plus près les échanges de vues. Il sera possible également de les soumettre aux membres de la Commission avant qu'ils soient établis dans leur forme définitive. Il serait souhaitable que ceux-ci fissent connaître le plus tôt possible au Secrétariat les amendements qu'ils désirent voir apporter à leurs interventions, étant donné que ces amendements pourront, parfois, entraîner la nécessité de modifier par voie de conséquence certains autres passages des comptes rendus.

Le PRESIDENT est d'avis de donner aux comptes rendus analytiques une forme plus développée se rapprochant davantage d'un compte rendu in extenso, mais sans le soumettre au préalable aux membres de la Commission. Si, en effet, ceux-ci

se trouvent absents ou occupés, la publication des comptes rendus serait exagérément retardée.

M. de BOISANGER (France) souhaiterait, pour sa part, pouvoir se dispenser d'apporter des corrections aux comptes rendus. Il demande que ceux-ci tiennent compte du fait que les propos tenus au sein de la Commission sont très libres et qu'il y a lieu d'en retenir l'esprit plutôt que les mots mêmes. La Commission pourrait demander au Secrétaire principal de revoir les projets de comptes rendus avant qu'ils ne reçoivent une forme définitive.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL déclare qu'il a l'habitude de revoir les projets de comptes rendus. Il estime que les nouvelles instructions de la Commission permettront de répondre d'une manière plus conforme à ses désirs.

Le PRESIDENT déclare que si les interventions des membres de la Commission sont reproduites sans être abrégées ni résumées, les comptes rendus leur donneront satisfaction.

M. de BOISANGER (France) déclare que si les comptes rendus font foi, s'ils sont considérés comme reflétant exactement l'opinion des membres de la Commission, ils peuvent, même s'ils sont littéralement fidèles, présenter certains inconvénients.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL fait remarquer que les comptes rendus de la Commission ne sont destinés qu'à ses membres et, le cas échéant, aux délégations présentes aux séances. Mais il est presque inévitable qu'au bout d'un certain temps, les comptes rendus soient considérés comme authentiques si aucune demande de rectification n'est présentée.

M. de BOISANGER (France) fait remarquer que l'inconvénient de cet état de choses n'apparaîtra que si un historien reconstitue l'histoire de la Commission en prenant pour unique source les comptes rendus de ses séances.

M. YALCIN (Turquie) fait observer que dans l'histoire il y a bien des choses à rectifier.

Le SECRETAIRE PRINCIPAL déclare que les comptes rendus des Commissions sont examinés au Siège des Nations Unies, où l'on suit avec attention le fonctionnement de chacune d'elles. Il est certain que les comptes rendus de la Commission de

conciliation sont, de ce point de vue, attentivement étudiés, mais ceci concerne particulièrement les aspects d'organisation intérieure.

Entretiens à prévoir avec les délégations arabes.

M. de BOISANGER (France) estime que la Commission devrait se prononcer sur la question de savoir si, à la suite de la réunion qu'elle a tenue avec le délégué de l'Egypte, elle doit inviter officieusement les autres délégations arabes. Aux membres de la délégation jordanienne, qu'il a reçus, il a fait connaître que l'Egypte ne voyait pas la nécessité pour la Commission d'inviter à une séance commune les délégations arabes pour qu'elles répondent à la déclaration faite par le Président. Ses interlocuteurs ont paru souhaiter que l'occasion leur soit fournie de répondre au memorandum de la délégation d'Israël. M. de Boisanger leur a représenté que la Commission ne voyait pas d'intérêt à ouvrir une discussion sur ce memorandum.

M. de Boisanger ajoute qu'à son avis il y aurait lieu de recevoir séparément les différentes délégations arabes.

Le PRESIDENT estime que la Commission devrait recevoir ces délégations au cours de la semaine. Il rappelle que le Secrétaire principal a regretté que la réunion qui a eu lieu dans la matinée n'ait pas été plus officielle et que les conversations échangées ne soient pas consignées dans un compte rendu. Elle a donné des résultats plus favorables qu'il n'aurait pensé. Il a considéré que cette réunion avait été satisfaisante étant donné qu'elle a permis d'apprendre que le délégué de l'Egypte ne voyait pas qu'il y ait utilité pour l'ensemble des délégations à exposer en commun les observations qu'appelle de leur part la déclaration que le Président leur a lue et le memorandum du délégué d'Israël. Il estime que des réunions du genre de celle qui s'est tenue dans la matinée constituent un procédé qui permet une libre expression des points de vue.

M. YALCIN (Turquie) élève quelques doutes sur le degré d'unité que présentent encore les délégations arabes. Il se demande même s'il subsiste entre eux une apparence d'unité, ses informations l'amenant à penser que le délégué de la Jordanie est considéré par ses collègues arabes comme indésirable.

Le PRESIDENT déclare que ses informations ne le conduisent pas à conclure d'une façon aussi nette, mais il croit qu'au sein des délégations arabes, se manifeste en ce moment un commencement de fléchissement de l'unité. Cette observation

l'amène à estimer d'autant plus intéressant de tenir successivement des réunions avec chacune des délégations arabes. Il reconnaît néanmoins qu'il avait, avant la réunion de la matinée, certains doutes sur l'utilité de ces réunions semi-officielles.

M. de BOISANGER (France) n'a pas l'impression qu'actuellement les délégations arabes se réunissent entre elles aussi régulièrement qu'elles le faisaient à Lausanne.

Le PRESIDENT a pu constater que les membres de la délégation égyptienne et de la délégation syrienne ont entre eux des contacts officieux en dehors de toutes séances de travail. Il demande à la Commission s'il y a lieu d'inviter successivement les délégations arabes à des réunions officieuses en suivant l'ordre alphabétique, la première à convoquer étant la délégation de Jordanie.

M. YALCIN (Turquie) estime que, tout en faisant la part de l'exagération, les propos tenus par la délégation israélienne sur le compte des délégations arabes donnent à penser qu'une certaine modification est intervenue dans les rapports qu'elles ont entre elles.

Le PRESIDENT demande à la Commission si, en adressant à la délégation de la Jordanie l'invitation officieuse envisagée, il sera entendu qu'elle répondra à la déclaration qu'il a faite lui-même, mais ne se proposera pas de répliquer au memorandum israélien. Il reconnaît qu'il sera difficile d'empêcher le délégué adjoint de la Jordanie d'aborder ce sujet.

M. de BOISANGER (France) ne voit pas d'inconvénient à ce que la délégation de la Jordanie réponde au memorandum israélien au cours de la réunion dont il s'agit puisque ses remarques seront faites dans une circonstance qui n'aura rien d'officiel. Il est certain que la délégation de la Jordanie regrette que le memorandum israélien n'ait pas été publié. Elle aurait saisi l'occasion d'y répliquer publiquement. C'est précisément ce que la Commission a cherché à éviter en ne donnant pas de publicité au memorandum. Mais si la délégation de la Jordanie tient à présenter des observations au cours d'une réunion officieuse, il n'y voit, pour sa part, pas d'objections.

Après délibération, la Commission, sur la proposition du Président, décide d'inviter successivement, au cours de la journée du lendemain mardi 14 février, trois délégations arabes : la délégation de la Jordanie, à 11 heures, la délégation du Liban, à 16 heures; la délégation de la Syrie à 17 heures. D'autre part, la réunion ordinaire du vendredi de la Commission sera avancée au jeudi 16 février.

M. de BOISANGER (France) déclare que les membres de la délégation de la Jordanie lui ont rappelé que la question de la réparation des dommages pour les biens laissés par les Arabes en Palestine, présentait pour eux un très grand intérêt. Il estime que la Commission devrait s'entendre sur les principes d'un règlement de cette question et en demander l'application à la délégation d'Israël.

Le PRESIDENT fait remarquer qu'en général, la délégation d'Israël se montre disposée à discuter, dans un esprit de transaction, les propositions qui lui sont faites par la Commission.

M. BARCO (Adjoint- Etats-Unis) déclare, qu'à son avis, la réunion qui a eu lieu dans la matinée constitue un pas vers une orientation heureuse des conversations. Il estime qu'il y aurait lieu de suivre, au cours des réunions suivantes, la même procédure en plaçant les conversations sur le terrain des entretiens que M. Boisanger a poursuivis avec les délégations arabes en y ajoutant, dans la mesure où M. de Boisanger désire le faire, des précisions complémentaires. Cette manière de procéder aurait l'avantage d'éviter que les différentes délégations répliquent à la déclaration et au memorandum.

M. de BOISANGER (France) voit en effet tout avantage à donner ce même caractère aux réunions qui suivront.

Sur une proposition du PRESIDENT, les membres de la Commission décident de se réunir le lendemain mardi, 14 février à 10 h.45 en vue d'échanger entre eux, avant la réunion avec la délégation de la Jordanie, les informations qu'ils auraient recueillies dans l'intervalle.

Objections de l'Egypte au projet de communiqué du Comité général sur la réunion des familles dispersées.

Le PRESIDENT déclare que la Commission est saisie par le Comité général d'un texte de communiqué amendé (voir COM/GEN/SR.51). Il demande au Président du Comité général d'exposer les raisons qui ont amené à apporter diverses modifications au texte primitif.

M. BARCO (Etats-Unis - Président du Comité général) rappelle que le vendredi 3 février, le Secrétaire principal a informé le Comité général qu'un accord conclu localement entre l'Egypte et l'Etat d'Israël avait prévu le retour auprès de leurs familles restées en Israël de certains Arabes réfugiés sur le Territoire où s'exerce l'autorité égyptienne. En possession de cette information, le Comité général a décidé, comme il l'avait fait dans une occasion antérieure, de rédiger un communiqué dont il a adressé le texte aux délégations des parties en leur faisant savoir que le lendemain, il en serait donné connaissance à la presse.

Dans l'après-midi du même jour, M. Labbane ayant rencontré M. Barco à une séance du Conseil de Tutelle, lui a déclaré que ce texte n'était pas acceptable et qu'il n'y avait pas eu d'accord entre l'Egypte et Israël. Il a demandé en outre que le Comité général arrête la publication du communiqué. M. Barco a pu, avec l'aide du Secrétaire principal, retenir le communiqué avant sa publication, il en a fait part à M. Labbane qui s'est dessaisi de la communication qu'il avait reçue en indiquant qu'il la considérait comme ne lui ayant pas été adressée.

A une réunion qui a précédé immédiatement la présente séance de la Commission, le Comité général a élaboré une nouvelle rédaction qui tient compte à la fois des observations de M. Labbane et des explications complémentaires fournies par M. Mostafa au cours de la réunion officieuse à laquelle il a participé dans la matinée. M. Mostafa a en effet précisé qu'il n'y a eu, pour organiser le transfert de personnes dont il s'agit, qu'un arrangement de caractère local et qu'il n'est pas possible de parler d'accord. Le Comité général s'est efforcé de tenir compte de cette objection, qui semble du reste être la seule qu'ait soulevée la délégation de l'Egypte et il a modifié, en conséquence, la phrase incriminée du communiqué.

Le PRESIDENT déclare qu'ainsi remanié le texte du communiqué est exact et lui paraît irréprochable. Il croit que M. Mostafa avait en vue d'autres objections plus vastes, mais il n'y a pas de raison de s'y arrêter. Le nouveau texte montrera que la Commission a tenu compte des observations expressément formulées par lui. Il faut reconnaître que, dans sa première rédaction, le communiqué aurait pu provoquer de la part de la délégation égyptienne un démenti qui n'est désormais plus possible.

M. de BOISANGER fait remarquer que la délégation égyptienne a soulevé sur le texte dont il s'agit deux sortes d'objections. Elle a tout d'abord critiqué l'allusion à un accord direct entre l'Egypte et Israël, et, en second lieu, laissé entendre que ce communiqué portant sur une opération qui ne présente pas une grande importance, étant donné le nombre réduit des personnes faisant l'objet du transfert, risquait de donner une impression fautive de l'état de la question des réfugiés.

Sans partager pour sa part l'opinion de la délégation égyptienne sur ce deuxième point, il ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il y a quelque chose qui semble exact dans ses remarques.

M. BARCO (Etats-Unis - Président du Comité général) demande à la Commission, puisqu'elle approuve le texte amendé du communiqué, si elle estime qu'il y a lieu d'adresser de nouvelles communications à toutes les délégations, les informant que le premier texte de communiqué a été retiré et que le Comité général se propose de remettre le jour suivant à la presse un texte nouveau qui est porté à leur connaissance.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT fait connaître qu'au déjeuner où il avait invité la délégation israélienne, il avait fait part à celle-ci du désir qu'auraient les Arabes de voir élargi le sens du mot "famille". M. Eban lui a indiqué que les autorités israéliennes étaient prêtes à donner un sens plus large à cette expression, sous réserve toutefois qu'elle n'entraîne pas d'abus et que des réfugiés arabes ne soient pas encouragés à revendiquer, comme un précédent peut le faire craindre, le retour d'un nombre excessif d'épouses et d'enfants.

M. BARCO (Adjoint, Etats-Unis) précise que, de son côté, M. Rafael lui a déclaré que sa délégation avait demandé par télégramme au Gouvernement d'Israël d'élargir le concept de "famille".

La séance est levée à 17 h.15.